



Entre 60 et 70 jeunes migrants non reconnus mineurs sont vus chaque mois à la consultation mise en place par la Fédération du Rhône du Secours Populaire avec des médecins bénévoles.
Photo Norbert Grisay

Débutés de leur minorité, 300 jeunes en recours à Lyon

La plupart des jeunes vus à la consultation de dépistage du Secours Populaire arrivent d'Afrique subsaharienne (Guinée, Côte d'Ivoire, Mali). Arrivés sans papiers à Lyon, ils ont été évalués par Forum Réfugiés mais l'association a estimé qu'ils n'étaient pas mineurs. Dès lors, ils n'ont pas accès aux prises en charge de l'Aide sociale à l'enfance et se retrouvent sans droits, dans un no man's land administratif et juridique. Dor-

mant sous tente, dans des squats, à la Station (Lyon 3) ou à l'hôtel pour quelques-uns, ils sont pris en charge par des collectifs et des associations. Selon ces dernières, 300 jeunes ayant déposé un recours attendent actuellement une audience devant un juge des enfants pour faire reconnaître leur minorité ; une attente qui dure entre 4 et 12 mois. Migrants et associations protestent contre la manière dont sont réalisées les évalua-

4 à 12

C'est le nombre de mois à patienter avant une audience pour les jeunes ayant déposé un recours.

tions alors que, selon les associations, 80 % des jeunes en recours sont reconnus ensuite mineurs par la justice.

Traumas psychiques : « L'impression d'être un Canadair sur un feu de forêt »



Des membres d'une équipe mobile de santé mentale de la Fondation OVE sont souvent présents à la consultation pour proposer un soutien psychique. Photo Norbert Grisay

Le visage empreint d'une infinie tristesse, Soufiane⁽¹⁾ explique que sa « maman », restée au pays, est malade. Il ne connaît pas son père. C'est avec son oncle qu'il a fait le voyage jusqu'en Italie. Ce dernier est sans doute mort là-bas dans une bagarre. « Il m'a beaucoup aidé. Il a payé pour que je passe la frontière », poursuit ce grand jeune homme maigre. Dans un soupir, il reconnaît qu'il ne mange pas beaucoup depuis qu'il est en France. Au campement, il s'endort vers 2-3 heures pour se réveiller à 6 heures. « J'ai envoyé mes papiers... Mais je ne sais pas comment je vais étudier », s'inquiète encore Soufiane. « J'ai l'impression que tu es très malheureux dans ton cœur. Tu sais, en France, on a des gens pour t'écouter. Au campement, il y a Sarah, une psychiatre, tu peux lui parler », lui explique le Dr Serge Duperret. Soufiane hoche la tête : il est d'accord pour parler à quelqu'un.

Troubles du sommeil, révisions, grande tristesse... Au repérage de ces symptômes évoquant un état de stress post-traumatique, les médecins proposent aux jeunes migrants de rencontrer un membre de l'équipe mobile de santé mentale de la Fondation OVE qui se rend sur plusieurs campements et squats. Absents ce jour-là, ils participent habituellement à la consultation de dépistage du Secours populaire. « Ça

permet que le médecin nous présente directement. Comme ça, le jeune voit une tête souriante. Le lien se fait très bien. Avant, on mettait parfois un mois ou deux avant de retrouver les jeunes qui nous avaient été signalés », nous explique, plus tard, Valentin Cugullière, le psychologue de cette équipe qui comprend également une infirmière et une éducatrice spécialisée.

« Il y a souvent pas mal de honte. Ils ont aussi des difficultés à mettre des mots sur leurs symptômes. Nous leur proposons un accompagnement réhumanisant. Car, que ce soit dans leur parcours migratoire ou leur accueil en France, ils n'ont pas été placés dans une relation humanisante », poursuit Valentin Cugullière. Le suivi reste court, entre 4 et 5 séances au cours desquelles discussions, relaxation et médicaments leur sont proposés. « Quand ils arrivent à dormir et à revoir leurs copains, ils repartent en disant : "Ça va de discuter mais maintenant, je préfère aller jouer au foot !" » Face à leurs symptômes, le psychologue a l'impression d'être « un Canadair sur un feu de forêt. » Et s'ils semblent diminuer vite, Valentin Cugullière s'interroge sur les conséquences à long terme de cette effraction psychique : « Il y a aura des impacts car c'est venu changer quelque chose chez eux. »

(1) Les prénoms ont tous été modifiés

Dépouillés par les Touaregs, frappés en Tunisie, emprisonnés en Libye

Chaque étape du voyage des jeunes migrants a été marquée par des épisodes dramatiques. Ce jour-là, la plupart des Ivoiriens et des Guinéens étaient passés par le Mali, l'Algérie, la Tunisie et l'Italie. Beaucoup racontent avoir été fouillés par les Touaregs comme Aziz⁽¹⁾. « Les Touaregs dépouillent les grands mais respectent souvent les mineurs », explique le Dr Smolski. Mais désormais, Aziz préfère se coucher tard pour ne pas être trop réveillé par des cauchemars où il revoit « les cadavres dans le désert ». Son tibia porte la cicatrice

des coups de barre de fer assénés par les passeurs, en Tunisie, parce qu'il ne voulait pas monter sur le bateau. Ce n'est qu'en arrivant au port qu'Aziz a compris qu'il partait en Europe. Son oncle ne lui avait rien dit. Ayant perdu connaissance, il n'a aucun souvenir de la traversée jusqu'à Lampedusa où il a été soigné.

« J'ai eu peur de l'eau »
« On m'a forcé à monter ; j'ai eu peur de l'eau », raconte aussi Moussa⁽¹⁾, le regard voilé. Sur le bateau, quelques-uns ont vu des morts. Si ce matin-là, aucun n'avait



Le Dr Nicole Smolski est l'une des médecins à l'origine du projet de cette consultation. Photo Norbert Grisay

fait naufrage, Nicole Smolski reste marquée par l'histoire de cet adolescent sauvé de la noyade parce qu'un « grand » s'était sacrifié en lui donnant sa bouée.

Sur « l'ancienne » route, la prison et les coups attendaient souvent les migrants en Libye. « Certains étaient rançonnés, raconte le Dr Duperret. Ils devaient appeler leur famille pour qu'elle fasse un virement par Western Union, sinon, ils étaient emprisonnés ou vendus comme esclaves par des bandits. »

(1) Tous les prénoms ont été modifiés